

**Élections générales au Brésil le 2 octobre**

**Les forces populaires s'unissent dans l'action pour reprendre leur pays et affirmer leurs droits**

*– Margaret Villamizar –*



Bannière « L'espoir vaincra la peur » à une manifestation à Sao Paulo, Brésil, le 10 septembre 2022

- **Les Brésiliens mettent tout en oeuvre pour défendre leurs droits contre l'offensive contrerévolutionnaire**
- **Face à une défaite probable, l'extrême droite menace la démocratie**

*– Parti communiste du Brésil –*

**Cuba**

- **Le peuple cubain ratifie la nouvelle loi sur la famille lors d'un référendum historique**

**Trinité-et-Tobago**

- **46 ans de républicanisme : la Constitution est importante**

*– Clyde Weatherhead –*

**Élections générales au Brésil le 2 octobre**

## **Les forces populaires s'unissent dans l'action pour reprendre leur pays et affirmer leurs droits**

**– Margaret Villamizar –**



**Rassemblement électoral en appui à Lula à Salvador, Brésil, 30 septembre 2022**

L'enjeu des élections générales qui auront lieu le 2 octobre est considérable pour le peuple brésilien et l'ensemble de la région. Le Brésil est un pays riche en ressources, avec la deuxième plus grande population et la troisième plus grande masse terrestre des Amériques. Il possède la plus grande économie d'Amérique latine et est membre, avec la Chine, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud, des BRICS. Il y a 156 millions d'électeurs qui peuvent voter pour le président, dont plus de 600 000 vivent à l'étranger. Le vote est obligatoire pour les citoyens brésiliens âgés de 18 à 70 ans qui savent lire et écrire. Les autres, notamment les jeunes de 16 et 17 ans, peuvent voter volontairement.

Le 2 octobre les électeurs éliront le président de la République, les 513 membres de la Chambre des députés et un tiers des 81 membres du Sénat (qui constituent ensemble le Congrès national), ainsi que les gouverneurs des 26 États du Brésil et du district fédéral et les membres des assemblées législatives des États et des conseils municipaux.

Bien qu'il y ait 11 candidats à l'élection présidentielle, les deux principaux prétendants sont l'actuel président Jair Bolsonaro, qui brigue un second mandat, et Luiz Inacio Lula da Silva (Lula), un président populaire qui a fait deux mandats (2003-2010) et un ancien dirigeant syndical. Bolsonaro est le candidat d'une coalition de trois partis, appelée « Pour le bien du Brésil ». Son colistier à la vice-présidence est un général de l'armée à la retraite, alors que lui-même est un ancien capitaine de l'armée, ce qui témoigne du rôle prépondérant de l'armée dans son gouvernement. Lula, leader du Parti des travailleurs (PT) et ancien dirigeant du Syndicat des métallurgistes, est le candidat de la coalition « Tous ensemble pour le Brésil ». Ce qui était en avril une alliance entre le PT, le Parti communiste du Brésil (PCdoB) et le Parti vert, connue sous le nom de Fédération Brésil de l'espoir,

a depuis été rejoint par sept autres partis dans une coalition de dix partis pour l'élection. Le colistier de Lula est un membre éminent du Parti socialiste et un ancien gouverneur de São Paulo. Si aucun candidat n'obtient au moins 50 % des voix plus une le 2 octobre, les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix s'affronteront dans un second tour le 30 octobre.

La campagne de Jair Bolsonaro repose essentiellement sur son bilan en tant que président actuel et sur la poursuite de la voie de la destruction néolibérale, sans aucune responsabilité sociale pour la vie et le bien-être du peuple brésilien. Les conséquences tragiques et impardonnables de cette attitude ont été pleinement démontrées durant la pandémie.

La plateforme de Luiz Inacio Lula da Silva s'articule autour de la reconstruction après six ans d'offensive antisociale lancée après la destitution de la présidente Dilma Rousseff du PT par un coup d'État en 2016 pour apaiser l'oligarchie financière internationale. Après cela, les forces du coup d'État se sont attaquées à Lula pour empêcher les forces populaires de le reconduire au pouvoir avec un gouvernement PT en 2018, afin que le démantèlement puisse se poursuivre. Le programme de reconstruction sur lequel Lula se présente aujourd'hui prévoit d'investir dans les programmes sociaux, de lutter contre l'inflation en contrôlant les prix, de protéger l'environnement et de défendre la souveraineté du Brésil.

## L'expérience amère de l'élection de 2018

Lors de la dernière élection, comme lors de l'élection actuelle, Lula a toujours été en tête de tous les sondages d'intention de vote. Et ce, bien qu'il ait été emprisonné et qu'il ait dû mener une bataille juridique après l'autre pour se défendre contre des accusations de corruption forgées de toutes pièces, visant à détruire sa réputation et à le mettre hors course pour un troisième mandat présidentiel. L'opération montée contre lui a consisté en une persécution dans les médias et par des acteurs judiciaires politisés ayant pour mission de le faire condamner, emprisonner et disqualifier en tant que candidat – sans preuves et en violation de son droit à une procédure régulière et à la présomption d'innocence.

Les forces armées ont également été mobilisées. Le chef d'état-major de l'armée a menacé de manière à peine voilée, via Twitter, les juges de la Cour suprême, en déclarant que l'armée ne « tolérera pas l'impunité » si la Cour ne rejetait pas la demande de Lula de ne pas être emprisonné. Lula a clairement indiqué qu'il continuerait de se battre tant qu'il lui resterait des possibilités de faire appel de la lourde peine prononcée par l'architecte de la guerre judiciaire menée contre lui.

Il convient de rappeler qu'à la suite d'un coup d'État soutenu par les États-Unis en 1964, les Brésiliens ont souffert 21 ans de régime militaire sanglant.

Les juges de la Cour suprême semblent avoir « compris le message » des chefs militaires qui disent « rejeter l'impunité », comme l'indique leurs messages sur Twitter, et ont voté à une très faible majorité l'emprisonnement de Lula pour qu'il commence à purger une peine injuste de 12 ans. La disqualification de sa candidature est



intervenue quelques mois plus tard, alors que la campagne battait son plein, ce qui a nécessité un changement de candidats de dernière minute et coûté finalement au PT et à ses alliés la présidence qu'ils étaient en voie de remporter.

L'année dernière, alors que Jair Bolsonaro était président et que Lula était sorti de prison et que ses condamnations étaient sur le point d'être annulées (elles l'ont toutes été depuis), le chef des armées qui avait proféré les menaces contre la Cour suprême a confirmé qu'elles ne venaient pas de lui personnellement mais des forces armées dans leur ensemble. Il a également fait savoir qu'à l'époque, les milieux d'affaires et les banques réclamaient une intervention militaire.

Compte tenu de cette histoire sordide, les forces populaires ne prennent rien pour acquis aujourd'hui, même la possibilité que, sur la base des fausses affirmations que Jair Bolsonaro a répétées au sujet de l'« insécurité » du système de vote et de son insinuation qu'il pourrait ne pas accepter les résultats s'ils ne sont pas « propres », lui et ses partisans, qui comptent de nombreux membres de la police et de l'armée, pourraient essayer d'organiser une tentative d'auto-coup d'État violent à la Trump pour se maintenir au pouvoir. Que cela se produise ou non, les forces populaires ont acquis beaucoup d'expérience au fil des ans grâce aux combats qu'elles ont dû mener contre les forces de la réaction qui sont intervenues pour les empêcher d'élire les dirigeants et les gouvernements de leur choix, et elles sont en action pour s'assurer que cela ne se produise pas dans cette élection.

## **Le système de vote est sûr, l'abus de pouvoir est le problème**

Pour réfuter les fausses affirmations de Jair Bolsonaro sur le manque de fiabilité du système de vote brésilien, prélude possible à ses cris de « fraude » s'il ne gagne pas, le PT a récemment tenu une vidéoconférence pour informer ses membres à l'étranger ainsi que les partis politiques avec lesquels il entretient des relations amicales sur le processus électoral brésilien. Le PCC(M-L) était parmi les 61 partis de 41 pays représentés à la conférence.

Gleisi Hoffman, présidente nationale du PT, a reconnu que le soutien des militants du parti vivant à l'étranger et d'autres personnes qui sont depuis des années aux côtés du peuple brésilien dans sa lutte pour défendre ses droits démocratiques, a joué un rôle important dans la lutte pour libérer Lula et pour s'opposer au « remplacement de la politique par la haine » qui a contribué à hisser Jair Bolsonaro au pouvoir en 2018. Bolsonaro est une figure de proue du mouvement fondamentaliste de droite dans le monde, a-t-elle dit, et y détient beaucoup de pouvoir. Elle a également déclaré que ses partisans ont fait de nombreuses tentatives pour provoquer le PT en utilisant la violence, la plus grave étant le meurtre de deux membres du PT, dont le trésorier national du parti, cet été. Ils sont donc donc vigilants et veillent à ne pas être provoqués et entraînés dans des confrontations violentes.

Certains aspects du processus électoral brésilien ont été soulignés dans la présentation :

- La sécurité, l'efficacité et la transparence de son système de vote entièrement numérisé et contrôlable, qui est l'un des plus modernes et des plus avancés au monde. La fraude électorale n'est pas, et n'a pas été un problème depuis l'institution du vote électronique au Brésil il y a plus de 20 ans. C'était un problème dans le passé lorsque le vote se faisait en marquant les bulletins en papier et en les déposant dans une boîte. Parfois, les boîtes arrivaient aux bureaux de vote préremplies de bulletins marqués.

- L'abus de pouvoir est une grande préoccupation. Au cours des derniers mois, Jair Bolsonaro a distribué d'importantes sommes d'argent public sous la forme d'une soi-disant aide d'urgence aux Brésiliens et a payé certains parlementaires en pigeant dans un budget parallèle secret pour acheter leur loyauté. Il a également transformé une célébration nationale du bicentenaire de l'indépendance du Brésil du Portugal, le 7 septembre, en un rassemblement de campagne, en utilisant des fonds

publics et l'armée. Après avoir été saisie d'une plainte, le Tribunal supérieur électoral a rendu une ordonnance interdisant l'utilisation de toute image ou vidéo de cet événement dans le cadre de sa campagne électorale. Plus récemment, cependant, Bolsonaro a fait la même chose sur la scène mondiale, utilisant l'Assemblée générale des Nations unies comme plateforme pour faire campagne pour sa réélection. La vidéo de sa prestation honteuse, dans laquelle il a raconté des mensonges et attaqué sans le nommer son adversaire Lula dans tous les sens du terme, est toujours disponible et peut être visionnée et écoutée en sept langues sur le site web de l'ONU.

- La loi électorale interdit les fausses nouvelles et la désinformation diffusées à grande échelle pour manipuler le vote, comme cela s'est produit en 2018. Le Tribunal supérieur électoral qui administre et surveille les élections a sollicité l'aide des principales entreprises de médias sociaux pour détecter et contrer les activités interdites par la loi électorale et les violations de leurs propres politiques sur leurs plateformes.

- Des règles ont été introduites depuis les dernières élections pour contrôler l'utilisation d'Internet, des médias sociaux et des plateformes de messagerie pour les campagnes électorales. Par exemple, aucune publicité électorale payante ne peut être diffusée sur Internet, et la messagerie de masse sur n'importe quelle plateforme n'est autorisée que pour les personnes qui s'inscrivent volontairement pour recevoir de tels messages.

- Pour la première fois, des missions d'observation internationales officielles ainsi qu'un groupe d'observateurs nationaux seront présents lors de l'élection. Le PT se prépare également à accueillir des invités d'autres pays, comme il l'a fait par le passé, pour accompagner et surveiller l'élection. Ces derniers seront libres de visiter les bureaux de vote, de poser des questions, de parler aux électeurs, à la presse et à d'autres personnes.

Interrogé sur ce qui se passerait si Jair Bolsonaro prétendait que le scrutin n'était pas « propre » ou transparent et refusait d'accepter les résultats, pour lequel scénario il tente déjà de créer une opinion publique, l'un des intervenants a souligné que l'on peut faire confiance aux Brésiliens pour protéger leur démocratie et leurs institutions, car ils ne veulent pas voir leurs élections entachées de fraude ou de violence. Il est important que chacun comprenne les règles et le processus afin qu'il puisse contribuer à protéger l'intégrité de l'élection et qu'il puisse y avoir une transition démocratique du pouvoir, ont-ils dit. En outre, le PT, ainsi que ses alliés et ses partisans au Brésil et à l'étranger, se mobilisent et dénoncent les attaques contre la démocratie depuis le coup d'État contre Dilma Rousseff en 2016 et travaillent maintenant à tenir tout le monde informé, afin que si Bolsonaro tente quelque chose, il ne réussisse pas.

Les Canadiens et beaucoup d'autres dans le monde entier sont aux côtés du peuple brésilien dans la bataille qu'il mène pour affirmer et protéger ses droits démocratiques lors de l'élection et au-delà, pour l'accompagner dans sa lutte pour s'investir lui-même de pouvoir, condition nécessaire pour mettre fin à l'usurpation et à l'abus de pouvoir inhérents à la démocratie libérale, un système de gouvernance dépassé conçu précisément pour maintenir le peuple hors du pouvoir.

***Non aux Coups d'État ! Non à la guerre juridique !  
Le peuple brésilien doit décider !***

(Photos : PT, Media Ninja)



# Les Brésiliens mettent tout en oeuvre pour défendre leurs droits contre l'offensive contrerévolutionnaire



**Action de la communauté brésilienne à Ottawa pour exiger que les élections du 2 octobre au Brésil soient pacifiques et que les résultats soient respectés**

Des membres de la communauté brésilienne et alliés se sont rassemblés sur la Colline du parlement dans l'après-midi du 10 septembre pour exprimer leur appui à Luiz Inacio « Lula » da Silva comme prochain président du Brésil et pour exprimer leurs inquiétudes face aux appels à la Donald Trump du président actuel Jair Bolsonaro à rejeter les élections si elles ne lui sont pas favorables et si Lula en sort gagnant.

Cette violence est déjà déchaînée contre le peuple, comme l'a montré l'assassinat politique de Marielle Franco en 2018, qui était à l'époque conseillère municipale de Rio de Janeiro. Elle se manifeste dans les menaces de mort proférées contre les adversaires politiques de Bolsonaro, dans la présence de paramilitaires, de policiers et de l'armée elle-même dans les régions rurales ainsi que dans la guerre ouvertement déclarée contre les défenseurs de la terre autochtones. Ces derniers sont devenus la cible du gouvernement de Bolsonaro et sont attaqués et tués parce qu'ils défendent leur rivière et leur forêt encore intact.

Les appels lancés par les manifestants étaient pour la protection de la forêt tropicale de l'Amazonie, la défense des droits autochtones et la restauration des secteurs publics qui ont été privatisés sous Bolsonaro.

En 2021, 40 % de toutes les pertes de forêts indigènes au monde ont eu lieu au Brésil. Sous Bolsonaro, l'Amazonie brésilienne a perdu une superficie de forêt plus grande que la Belgique. Il s'agit du taux de déforestation le plus élevé jamais enregistré.

Pendant ses quatre années en tant que président, de 2002 à 2010, le gouvernement de Lula avait



adopté des politiques qui avaient ralenti la destruction des forêts tropicales. La déforestation a décliné de 82 %, de 27 772 à 4 571 kilomètres carrés entre 2004 et 2012, lorsque la successeure et alliée de Lula, Dilma Rousseff, était au pouvoir. Ce chiffre de 2012 était le taux le plus bas enregistré depuis le début de la surveillance par satellite en 1988.

D'août 2021 à juillet 2022, par contre, 10 781 kilomètres carrés de forêt tropicale ont été abattus, une superficie de la grandeur de l'État du Massachusetts aux États-Unis. Le taux actuel de déforestation mène à ce que les scientifiques appellent « un point de bascule », à partir duquel la forêt tropicale ne pourra se régénérer et se transformera en savane aride, tout en réchauffant la planète puisqu'absorbant moins de gaz à effet de serre[1]. Ce scénario est déjà en cours dans les zones lourdement déforestées de l'Amazonie brésilienne[2]. Le Brésil possède 60 % de l'Amazonie, et 21 % de la section brésilienne est déjà disparue, une superficie trois fois plus grande que le Royaume-Uni[3].

Les principaux responsables de la déforestation sont les éleveurs oligarchiques de bétail, les exploitants forestiers, les mineurs illégaux et les voleurs de terres, qui ont agi en grande partie avec impunité et avec l'aide du gouvernement Bolsonaro. Celui-ci continue d'appuyer des projets de loi au Congrès qui compromettent l'homologation environnementale, ouvre les terres autochtones à l'exploitation minière, à l'exploration pétrolière et aux entreprises agroalimentaires, autorisent un plus grand recours non règlementé aux pesticides, et légalisent le vol des terres en Amazonie.

L'Articulation des peuples autochtones du Brésil (APIB), un groupe représentant 300 communautés autochtones au Brésil, a demandé à la Cour pénale internationale d'intenter un procès contre Bolsonaro pour crimes contre l'humanité, génocide et écocide. Ces communautés sont en action à la défense de leurs droits ancestraux et considèrent que la légalisation de la destruction environnementale est dangereuse non seulement pour le Brésil, mais pour toute la planète.



**Des feux font rage en Amazonie, septembre 2022**

Durant les derniers mois de ce qui reste de son mandat, Bolsonaro fait tout en son possible pour dépouiller les Autochtones de leurs droits enchâssés dans la Constitution brésilienne de 1988, de concert avec les intérêts agroalimentaires et miniers. Les nouveaux projets de loi visent à éliminer les processus en place qui définissent et protègent les terres autochtones, à autoriser les exploitations minières illégales déjà en cours et à préparer le terrain pour de nouvelles mines, centrales électriques et gigantesques projets agroalimentaires. Ces projets sont autorisés à aller de l'avant sans le consentement des communautés touchées et en violation des protections prescrites

par la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones.



Une des stratégies de Lula de 2002 à 2008 a été la création de nouvelles zones protégées et de terres autochtones. Son administration a approuvé au total 268 000 kilomètres carrés de zones protégées et 88 terres autochtones. Aujourd'hui, le programme politique de Lula prévoit l'expulsion des mineurs illégaux de l'Amazonie, la lutte contre les réseaux criminels qui sèment la destruction dans la forêt tropicale, le rétablissement de l'IBAMA, l'agence fédérale de protection environnementale, la création d'un nouveau ministère pour les peuples autochtones et l'engagement à faire de la crise climatique une priorité absolue.

Une autre source de préoccupation, qui concerne directement le Québec et le Canada, est la privatisation de nombreuses sociétés d'État sous Bolsonaro, y compris les services publics d'eau CESAE, qui approvisionnent 30 municipalités ayant une population de 13 millions d'habitants dans l'État de Rio de Janeiro. Cette mesure est contestée, non seulement par les syndicats

brésiliens et les organisations de droits humains parce qu'elle contrevient aux lois nationales, mais aussi par l'Assemblée législative elle-même, qui a voté pour que cesse la vente aux enchères. Le gouverneur par intérim, un allié de Bolsonaro, a renversé la décision et a ordonné la continuation du projet. Les deux principaux investisseurs de cette privatisation sont l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) et l'investisseur des régimes de pensions de l'Alberta, AIMCo. L'OIRPC prévoit aussi tirer avantage de la vente aux enchères par Bolsonaro du plus grand fournisseur énergétique public, Electrobás, privatisation que Lula s'est engagé à annuler ou à renverser.

La Caisse de dépôt et de placement du Québec (CDPQ) a des investissements majeurs au Brésil. Elle a investi dans Terna Group, qui se spécialise dans le transport énergétique, ainsi que dans Telefonica, une multinationale de télécommunications espagnole. En 2019, la CDPQ a investi dans Transportadora Associada de Gas (TAG), la plus importante compagnie de transport du gaz au Brésil. Pour ce projet, elle est en partenariat avec ENGIE, un des principaux producteurs indépendants d'électricité au Brésil. La CDPQ, par l'entremise de sa filiale immobilière Ivanhoé Cambridge, a investi dans les infrastructures du Brésil telles que les Olympiques de 2016 et la Coupe du monde de soccer en 2014. La CDPQ a un bureau à Sao Paulo ainsi qu'au Mexique.

## Notes

1. Voir « When will the Amazon hit a tipping point ? », Nature, 25 février 2020.
2. « Brazil's Amazon is now a carbon source, unprecedented study reveals », Mongabay, 14 juillet, 2021.
3. Fatos da Amazonia 2022.



## Face à une défaite probable, l'extrême droite menace la démocratie

– Parti communiste du Brésil –



Action de la jeunesse brésilienne lors du 200e anniversaire de l'indépendance, 7 septembre 2022

Le Brésil a célébré, le 7 septembre dernier, le bicentenaire de son indépendance et dans neuf jours nous vivrons un autre chapitre fondamental de cette longue bataille du peuple brésilien pour la défense de la démocratie, de la justice sociale et de la souveraineté nationale. Il est impératif de vaincre le gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro. Un gouvernement antipopulaire, de trahison nationale, pro-impérialiste avec des caractéristiques néofasciste

La défaite de Bolsonaro est le principal objectif du Parti communiste du Brésil (PCdoB) lors des élections présidentielles d'octobre et fait partie intégrante de la marche du peuple brésilien vers sa pleine indépendance.

C'est précisément au nom de la démocratie et de la souveraineté nationale que le PCdoB a proposé la formation d'un large front (« Frente Ampla ») capable de vaincre l'extrême-droite.

La politique proposée par le PCdoB est celle qui a prévalu dans la formation d'une alliance politique avec Lula comme président et Geraldo Alckmin comme vice-président. Geraldo Alckmin est une figure du soi-disant centre démocratique, avec une longue trajectoire dans le camp conservateur et qui a récemment rejoint le Parti socialiste brésilien (PSB), un parti de centre-gauche.

La formation de l'alliance Lula-Alckmin est une expression concrète du « Frente Ampla » défendu par le PCdoB qui, avec le PT et le Parti vert, forme la Fédération Brésil de l'espoir.

Par conséquent, le PCdoB, en maintenant son autonomie et son propre programme, participe à ces élections dans le cadre de cette fédération progressiste, un instrument qui a été créé par l'initiative

politique des communistes et qui représente une nouveauté au Brésil et une avancée démocratique.

Quant au conflit politique lui-même, tous les sondages indiquent une victoire de Lula, laissant même entrevoir la possibilité d'une victoire au premier tour, ce qui voudrait dire plus de 50 % des votes valides.

Bolsonaro a fait et continue de faire tout ce qu'il peut pour regagner une partie de sa popularité. Il a recouru à des mesures électoralistes, comme l'augmentation temporaire (jusqu'en décembre) de l'aide aux pauvres, il continue d'utiliser une puissante machine à diffuser des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux et il tente de manipuler le sentiment religieux du peuple brésilien en sa faveur, en utilisant des pasteurs néo-pentecôtistes sans scrupules. Ces astuces et d'autres n'ont pas réussi à améliorer significativement sa cote dans les sondages ni à réduire son rejet.

Pendant ce temps, Lula continue d'élargir l'éventail de ses soutiens politiques.

Bolsonaro, confronté à une défaite probable, poursuit son discours anticommuniste féroce et ses menaces contre le processus électoral.

Pour ouvrir la voie au même scénario que celui utilisé par Donald Trump, Bolsonaro tente d'impliquer les forces armées dans la tâche étrange et anticonstitutionnelle de « superviser » les élections et annonce qu'il gagnera au premier tour, ce qui contredit tous les sondages réalisés jusqu'à présent qui montrent, au contraire, que Lula a une chance de gagner au premier tour. Une fois les bureaux de vote fermés et la victoire de Lula confirmée, Bolsonaro pourrait brandir le faux drapeau des « élections truquées », dans une dernière tentative désespérée de rester au pouvoir.

Dans cette optique, nous appelons les partis amis à renforcer la solidarité internationale avec le peuple brésilien et avec la candidature de Lula, élément crucial pour garantir le respect des résultats des élections, que ce soit au premier tour (2/10) ou au second tour (30/10).

L'élection de Lula ramènera le Brésil sur la voie de l'inclusion sociale, de la valorisation des droits humains, de la défense de la multipolarité et de l'intégration solidaire de l'Amérique latine et des Caraïbes.

### **Pour un PCdoB plus fort et plus influent dans la vie institutionnelle du pays**

Quant aux objectifs particuliers du Parti, nous avons l'intention d'au moins faire réélire notre banc de huit députés fédéraux. Il existe toutefois la possibilité concrète d'augmenter ce nombre, voire d'élire des vice-gouverneurs et peut-être un sénateur.

Voici quelques informations à l'intention des partis frères :

- Le PCdoB présente un total de 218 candidats dans tous les États de la Fédération.
- Cela comprend 66 candidats au poste de député fédéral (47 % de femmes).
- Il présente 144 candidats au poste d'adjoint d'État (40,27 % de femmes).
- Il présente trois candidates à la vice-gouvernance (District fédéral, Pernambuco et Tocantins), toutes des femmes
- Il présente une candidate au Sénat pour Goiás, deux candidates au poste de premier adjoint au Sénat et deux autres au poste de second adjoint au Sénat, soit un total de cinq, tous des femmes.

Certains de pouvoir compter sur la solidarité et les encouragements des communistes et des progressistes du monde entier, nous soulignons notre engagement à renforcer les liens internationalistes du PCdoB avec les organisations amies qui luttent pour un monde de paix et de justice, vers le socialisme.

(Brasilia, 23 septembre 2022 . Photo: Brazil de Fato)



## Cuba

# Le peuple cubain ratifie la nouvelle loi sur la famille lors d'un référendum historique



La jeunesse cubaine se mobilise pour le succès du référendum sur le Code des familles, 17 septembre 2022.

Le 25 septembre, un nouveau *Code des familles* a été approuvé à Cuba par un référendum national auquel ont participé plus de six millions de personnes, soit 74 % des électeurs admissibles. Le Code, qui traite d'un large éventail de relations et de circonstances relatives aux familles et à la vie familiale, réformant et élargissant le droit de la famille en vigueur depuis 1975, a été approuvé à 66,87 %. Il a été promulgué le 26 septembre par le président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire Esteban Lazo et le président de Cuba Miguel Diaz-Canel et est désormais en vigueur.

Si les constitutions cubaines de 2019 et 2010 ont toutes deux été ratifiées par le peuple cubain par référendum, c'est la première fois qu'une loi est soumise à un référendum populaire et contraignant à Cuba. C'est également un événement historique à l'échelle mondiale, car c'est la première fois



qu'un *Code des familles* est adopté par un vote direct et secret des citoyens d'un pays.

Les normes énoncées dans le code sont régies par les principes, valeurs et règles contenus dans la constitution cubaine ainsi que par les traités et conventions internationaux en vigueur à Cuba, tels que les conventions des Nations unies sur les droits de l'enfant et des personnes handicapées. Les expériences vécues par les Cubains ont été prises en compte et le droit de la famille d'autres pays a été étudié dans l'élaboration du nouveau code.

Le président cubain Miguel Diaz-Canel a qualifié la version finale de la nouvelle loi de « juste, nécessaire, actualisée et moderne », car elle accorde des droits et des garanties à toutes les personnes et à la diversité des familles d'aujourd'hui.



Le nouveau Code se fonde sur la reconnaissance de l'égalité de tous devant la loi, inscrite dans la constitution, qui permet à chacun de bénéficier de la même protection dans la jouissance des droits, des libertés et des opportunités, sans aucune discrimination due à une condition ou à une circonstance personnelle qui implique une distinction préjudiciable à la dignité humaine. À ce titre, elle reconnaît et défend le droit de toute personne de se marier, de fonder une famille et de l'organiser de la manière que lui dictent ses convictions. Elle supprime l'exigence d'une union hétérosexuelle pour les relations et les circonstances protégées par la loi telles que le mariage, les « unions affectives de fait », l'adoption ou la maternité et la paternité par le recours à la procréation assistée, y compris la gestation pour autrui, qu'elle qualifie de « procréation solidaire ». Le nouveau Code supprime également toute exigence pour justifier un divorce autre que la volonté d'une personne

de ne plus rester liée à son conjoint.

Une autre caractéristique du nouveau Code est qu'il prévoit un plus grand équilibre entre les rôles, les responsabilités, les devoirs et les droits des parents, en attribuant une responsabilité conjointe dans la prise en charge des enfants et des autres membres de la famille qui peuvent également avoir besoin de soins.

Après avoir voté lors du référendum, le président Diaz-Canel a dit qu'à son avis, la société cubaine a grandi avec l'adoption de cette nouvelle loi, qui a fait l'objet d'un vaste processus de consultation auquel ont participé plus de 6 480 000 Cubains, dont des législateurs, des experts dans les domaines concernés, des universitaires et la population en général. Le projet final présenté à la population lors du référendum était la 25e version du texte, résultat des différentes propositions reçues dans le processus d'élaboration collective par le peuple et l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

En même temps, le président cubain a reconnu qu'une partie de la société cubaine ne comprend toujours pas certains éléments du nouveau Code car, en 62 ans de Révolution, certaines personnes et familles sont encore influencées par des critères patriarcaux. Bien que le processus d'élaboration du Code ait respecté le droit à l'opinion de chacun, il a dit regretter que, pour des raisons de croyances personnelles, une partie des citoyens ne comprennent toujours pas que la loi ne nie pas le type de famille qu'ils défendent, mais protège les droits des personnes à d'autres formes d'amour et

d'unions légalement reconnues. Certaines organisations religieuses et certains secteurs de l'opposition politique ont fait campagne contre le nouveau *Code des familles*, le qualifiant d'incompatible avec leurs valeurs et leurs croyances. Des campagnes toxiques sur les réseaux sociaux et dans les médias ayant des liens avec des éléments contre-révolutionnaires aux États-Unis ont également tenté d'inciter les Cubains à voter non au référendum, au motif que soutenir la nouvelle loi proposée signifiait appuyer le gouvernement cubain.



**Le président Díaz-Canel discute avec des personnes de différents secteurs sur le Code des familles avant le référendum, le 20 septembre 2022**

Un autre domaine important du *Code des familles* actualisé concerne la discrimination et la violence au sein de la famille. Il reconnaît et protège les droits des membres vulnérables ou potentiellement vulnérables des familles, généralement les enfants et les adolescents, mais aussi ceux qui sont victimes de violence ainsi que les personnes âgées et les personnes handicapées. Dans ces deux derniers cas, une section du nouveau Code est consacrée à leurs droits à l'autonomie et à l'indépendance et au droit de choisir un lieu de résidence dans un environnement accessible, ainsi qu'à la participation et à l'inclusion dans la vie familiale et sociale au sens le plus large, avec un soutien respectueux de leurs préférences.

L'ancienne notion d'autorité parentale a été abandonnée au profit de celle de responsabilité parentale, qui appelle à des relations de fraternité, de respect et de consultation dans les relations des parents avec leurs enfants. Elle entérine des principes tels que l'égalité des sexes et l'obligation pour les parents d'assurer à leurs enfants une stabilité émotionnelle et de contribuer au libre développement de leur personnalité en fonction de leurs capacités, aptitudes et intérêts.

La nouvelle loi reconnaît que les expressions de la violence familiale prennent différentes formes. Elle peut être verbale, physique, psychologique, morale, sexuelle, économique ou patriarcale et s'exprimer par la négligence et l'abandon, par action ou omission, directement ou indirectement. Toutes les questions de cette nature font l'objet d'une protection juridique urgente et toute personne qui s'estime victime ou qui a connaissance d'actes de violence à l'égard d'autrui peut demander une protection en référé devant le tribunal municipal, indépendamment de la responsabilité pénale.

Le nouveau *Code des familles* a été publié dans la *Gazette officielle de la République de Cuba*. Félicitations au peuple cubain et à ses dirigeants qui ont uni le peuple dans des délibérations sur le nouveau Code des familles qui consacre une définition moderne des droits. Il couvre de honte à des pays comme les États-Unis qui fomentent une guerre civile meurtrière sur des questions relatives aux droits humains tels qu'ils sont inscrits dans *Loi sur la famille cubaine*. Cette loi a été soumise à

un vote éclairé, au sens propre du terme. La vie politique et culturelle du peuple s'en est trouvée considérablement enrichie. Par leurs actes, Cuba et son peuple ont montré une fois de plus ce que signifie une démocratie qui confie le pouvoir décisionnel au peuple. Viva Cuba !



(Avec des informations de Granma, Cubadebate. Photos : Granma, Bureau du président cubain)



---

**Trinité-et-Tobago**  
**46 ans de républicanisme :**  
**la Constitution est importante**  
– *Clyde Weatherhead* –

Peut-être est-il fortuit que la monarque britannique soit décédée au beau milieu de notre « saison de l'indépendance », du 31 août, jour de l'Indépendance, au 24 septembre, jour de la République. Sa mort est survenue alors que cette ancienne colonie célèbre son 46<sup>e</sup> anniversaire comme République.

La reine est continuellement mentionnée dans tout le faste de ses derniers rites et de l'officialisation du nouveau monarque, le roi Charles III, comme souverain. Cela laisse entendre que la souveraineté du Royaume-Uni et de chacun de ses royaumes, ainsi que celle de chacune des anciennes colonies qui maintiennent le monarque britannique comme chef d'État, sont également investies de leur souveraineté dans la monarchie de l'ancienne puissance impériale.

La question de la souveraineté est centrale dans les affaires constitutionnelles de tous les pays, de tous les peuples et entre les nations.

Notre Constitution de l'indépendance de 1961 a été adoptée sous la forme d'un décret en conseil le 26 juin 1961 devant entrer en vigueur « à une date qui sera fixée par le gouverneur ».

Le gouverneur, en vertu de l'article 1 de la Constitution, devait être « nommé par Sa Majesté par écrit et signé de sa main et rester en fonction durant le bon plaisir de Sa Majesté » et « a les

pouvoirs et les devoirs qui lui sont conférés ou imposés par la présente Constitution ou par toute autre loi et les autres pouvoirs qu'il plaît à Sa Majesté de lui attribuer, de temps à autre, lui confier... conformément aux instructions, s'il y a lieu, que Sa Majesté juge bon de lui donner. »

L'article 17 du décret en conseil stipulait : « Sa Majesté se réserve le pouvoir, avec l'avis de son Conseil privé, de révoquer, d'ajouter, de suspendre ou de modifier le présent décret. »

Le monarque britannique restait donc non seulement le chef d'État de ce pays indépendant mais se réservait le droit de « révoquer, ajouter, suspendre ou amender » le décret même dont la Constitution était une annexe.

La souveraineté de Trinité-et-Tobago est restée attribuée au souverain britannique, son monarque.

Ce n'est pas un hasard si la loi visant à destituer ce monarque, la *Loi n° 4 de 1976*, la Constitution républicaine, a été adoptée en 1976 avec une date d'entrée en vigueur fixée au 1er août 1976. Par cette loi, la souveraineté de ce pays a été, nous a-t-on dit, confiée au Parlement au nom du peuple.

Ce concept était conforme à la notion défendue par le juriste anglais du XIXe siècle, John Austin qui, en enquêtant sur qui exerce la souveraineté au nom du peuple ou de l'État, a conclu que la souveraineté est dévolue au parlement d'une nation. Un parlement, a-t-il soutenu, est un organe suprême qui adopte des lois contraignantes pour tous, mais qui n'est pas lui-même lié par ces lois et qui pourrait les modifier à volonté.

Bien que la Constitution républicaine ait été proclamée le 1er août, le Jour de la République est célébré le 24 septembre, date à laquelle le Parlement a siégé pour la première fois en vertu de la nouvelle Constitution.

Notre expérience des 46 dernières années nous donne l'occasion d'examiner où, en fait, par opposition à la théorie constitutionnelle et à la définition juridique britanniques, se situe réellement la souveraineté de notre pays et où elle devrait se situer.

## **Les modifications constitutionnelles depuis 1976**

Entre 1976 et 2007, le Parlement a adopté 20 lois modifiant la Constitution républicaine.

En résumé, ces modifications concernent :

- i. Les questions relatives aux partis et au Parlement avec l'introduction de la disposition « changer d'allégeance » et le processus des élections partielles pour combler les sièges vacants à la Chambre basse, créées de ce fait ou non – *Lois 15 et 16 de 1978*, et pour destituer le président de la Chambre – *Loi 17 de 1995*.
- ii. Modification de la compétence et des pouvoirs de la Commission de la fonction publique – *Loi 8 de 1981, 13 de 1982, 177 de 1983, 21 de 1987, 8 de 1988, 10 de 1995, 43 de 2000, 82 de 2000*.
- iii. Modification des compétences et des pouvoirs de la Commission des services de police et nomination du commissaire de police et des commissaires de police adjoints par un vote final de la Chambre basse du Parlement – *lois 6 de 2006 et 12 de 2007* et une série d'ordonnances du Président en vertu de ces dispositions depuis lors.
- iv. Exiger que les rapports de la Commission de révision des salaires soient présentés au Parlement – *Loi 16 de 1978*.
- v. Prévoir le remplacement des postes vacants dans le système judiciaire – *Loi 2 de 1988*.

vi. Insertion de l'Assemblée de Tobago dans la Constitution – *Loi 39 de 1996*.

vii. Création de commissions parlementaires mixtes spéciales chargées d'enquêter et de faire rapport sur les ministères, les municipalités, les autorités statutaires, les entreprises d'État et les commissions de service – *Loi 29 de 1999*.

viii. L'inclusion de l'Assemblée de Tobago, des municipalités, des conseils statutaires et des entreprises d'État et autres sous la juridiction de la Commission d'intégrité – *Loi 81 de 2000*.

ix. Placer les sénateurs, les juges et les magistrats sous la juridiction de la Commission de l'intégrité – *Loi 89 de 2000*.

Pour un tableau des modifications constitutionnelles depuis 1976, [cliquez ici](#).

## **Concentrer le pouvoir plutôt que d'investir le peuple du pouvoir**

Tous les changements apportés aux compétences et aux pouvoirs de la Commission de la fonction publique avaient pour but de confirmer le pouvoir du premier ministre d'opposer son veto aux nominations de hauts fonctionnaires, d'étendre les pouvoirs disciplinaires de la Commission sur les fonctionnaires, y compris ceux qui occupent des postes intérimaires, et de faire des condamnations pénales des infractions disciplinaires automatiques, et d'inclure les employés de l'Assemblée de Tobago (THA) et des autorités sanitaires régionales (RHA, bien que les employés des RHA ne soient pas des fonctionnaires).

À part l'élargissement de la compétence des commissions mixtes spéciales pour qu'elles puissent jouer un rôle de surveillance des organismes publics et des organes constitutionnels comme les commissions de service, ainsi que l'inclusion de la THA, toutes les autres modifications apportées à la Constitution depuis 1976 visaient soit à régler des problèmes de parti – traversée de la Chambre et allégations à l'encontre d'un président qui a été en résidence surveillée – soit à faciliter les politiques du gouvernement, notamment la privatisation (des RHA) ou un pouvoir de nomination plus direct des officiers supérieurs des services de police.

Aucun de ces amendements n'a eu pour but d'améliorer la responsabilité des membres élus ou nommés du parlement ou des ministres envers ceux qui les ont élus ou envers le public.

Aucun de ces amendements n'a renforcé le rôle des citoyens dans la prise de décisions qui les concernent ou qui concernent la société.

Aucun de ces amendements n'a résolu ce que le président Richards, lors du 50e anniversaire de l'indépendance, a décrit comme la « zone de rupture » dans nos dispositions constitutionnelles – la question de la relation entre Tobago et Trinité et le droit à l'autodétermination des peuples de Trinité et de Tobago, et met fin à l'union forcée et établit une union libre et égale entre eux.

La loi relative au travail de la Commission de l'intégrité est restée extrêmement faible pour ce qui est de son application, de la dissuasion de la corruption ou de l'obligation de rendre des comptes des fonctionnaires corrompus.

L'attribution de la souveraineté au parlement n'a guère contribué à garantir que le parlement ou le gouvernement (l'exécutif) agisse dans l'intérêt du peuple.

Des propositions d'amendements supplémentaires en 2009 visaient à centraliser davantage le pouvoir entre les mains du chef du gouvernement tandis que le premier ministre continue d'exercer encore plus de pouvoirs en l'absence de ces changements.

La seule proposition visant à donner aux électeurs un certain contrôle sur les élus en établissant le droit de révocation pour permettre aux électeurs de demander des comptes à leurs représentants a malheureusement été ignorée en 2015.

Ce 46e anniversaire de notre Constitution républicaine est peut-être maintenant le moment de réfléchir profondément à l'attribution véritable de la souveraineté au peuple.

À cet égard, et pour l'avenir de notre nation, la Constitution et ce que nous en faisons sont importants.

*Clyde Weatherhead et un citoyen qui lutte pour le renouvellement démocratique des processus politiques et électoraux des dispositifs de gouvernance.*

*(23 septembre 2022. Traduit de l'anglais par LML)*



---

**www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca**